



APPEL UNITAIRE

Paris, le 17 février 2020

Le 20 février, continuons à enfoncer le clou !

Depuis le 5 décembre 2019, des actions et des initiatives interprofessionnelles quotidiennes sont organisées dans tous les territoires. Le rejet de la réforme en l'état a été très clairement affiché par les cheminots et continue à l'être.

D'autres secteurs de l'économie se sont joints à cette contestation : énergie, ports, santé, éducation, avocats, éboueurs... la liste des professions mobilisées s'allonge au fur et à mesure des jours qui passent.

Alors que le projet de loi a commencé à être étudié à l'Assemblée Nationale, révélant de nouvelles attaques contre nos futures pensions, les manifestations interprofessionnelles doivent maintenir la pression.

Les fédérations CGT - UNSA-Ferroviaire - SUD-Rail appellent les cheminotes et cheminots à se mettre en grève massivement le jeudi 20 février et à participer aux manifestations.

Ce mouvement historique continue !

Chaque jour, ce gouvernement s'enfoncé un peu plus avec sa contre-réforme sur les retraites et sa politique libérale. Embourbés dans le débat parlementaire, les représentants de ce pouvoir n'apportent toujours aucune réponse face aux inquiétudes et injustices qu'engendrera la mise en place du système de retraites par points. La « garantie » de la valeur du point s'est, par exemple, révélée fautive puisque l'indicateur économique censé assurer sa hausse n'existe pas !

Hier, aujourd'hui et demain, notre détermination est toujours aussi forte face à ce projet de loi. Le corps social cheminot a été l'un des fers de lance de cette mobilisation interprofessionnelle qui fait trembler le Gouvernement et le patronat. Nous nous arrêterons lorsque nos revendications respectives auront été prises en compte.

Leur jusqu'au-boutisme est insupportable !

Les fédérations cheminotes CGT - UNSA-Ferroviaire - SUD-Rail s'insurgent face à l'obstination de ce Gouvernement à passer en force malgré un conflit social de près de trois mois et une opinion publique majoritairement hostile à sa réforme. Cette classe politique doit comprendre qu'en aucun cas la réponse à la crise sociale ne sera une répression à l'encontre de celles et ceux qui expriment un désaccord.

Nous réaffirmons notre attachement au droit de grève et aux libertés syndicales. Nous dénonçons l'emploi de la force et le projet de loi sur la réquisition des cheminots actuellement en discussion au Parlement.

Le 20 février, soyons massivement en grève et dans la rue pour défendre nos droits !